

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 1683

[2009/202102]

23 AVRIL 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 15 juillet 2008 relatif aux structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi, en abrégé : "S.A.A.C.E."

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 15 juillet 2008 relatif aux structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi, en abrégé : "S.A.A.C.E.", notamment les articles 2 à 8 et 10 et 11;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région wallonne, donné le 22 décembre 2008;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 30 octobre 2008;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 6 novembre 2008;

Vu l'avis n° 46.190/2 du Conseil d'État, donné le 7 avril 2009, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Définitions*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o "décret" : le décret du 15 juillet 2008 relatif aux structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi, en abrégé : "S.A.A.C.E.";

2^o "S.A.A.C.E." : la structure d'accompagnement à l'autocréation d'emploi visée à l'article 1^{er}, 1^o, du décret;

3^o "coopérative d'activités" : la structure visée à l'article 1^{er}, 5^o, du décret;

4^o "couveuse d'entreprise" : la structure visée à l'article 1^{er}, 6^o, du décret;

5^o "porteurs de projet" : les personnes visées à l'article 1^{er}, 2^o du décret;

6^o "Ministre" : le Ministre qui a l'Emploi dans ses attributions;

7^o "Administration" : la Direction de l'Emploi du Département de l'Emploi et de la Formation professionnelle de la Direction générale opérationnelle Economie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie;

8^o. "FOREm" : l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi.

CHAPITRE II. — *Procédures d'octroi, de refus, de renouvellement, de suspension ou de retrait de l'agrément et procédures de recours*

Art. 2. La demande d'agrément, dont le modèle est arrêté par le Ministre, est introduite par l'organisme requérant auprès de l'Administration soit par lettre recommandée, soit par voie électronique.

Cette demande d'agrément est accompagnée d'un dossier comprenant :

1^o les statuts de l'organisme requérant adoptant, selon le cas, une des formes visées à l'article 5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, du décret;

2^o une description quantitative et qualitative des activités que la structure d'accompagnement mène ou entend mener ainsi qu'un descriptif de la méthodologie adoptée;

3^o une moyenne mensuelle du nombre d'heures de suivi effectif par porteur de projet, ce nombre d'heures étant différencié par type d'accompagnement, selon que celui-ci comporte une phase de mise en situation réelle ou non;

4^o une description des moyens matériels et humains mis en œuvre pour l'accompagnement des porteurs de projet, en ce compris les moyens prévus pour la mise en situation réelle des porteurs de projet lorsqu'elle existe;

5^o un relevé du personnel qui assurera l'encadrement des porteurs de projet avec, pour chacun des membres, l'indication de ses qualifications, expériences professionnelles et fonctions au sein de l'organisme requérant;

6^o la capacité d'accueil, exprimée en nombre de places annuelles;

7^o la copie du rapport d'inspection ou de la demande d'inspection des locaux par le service incendie ainsi que tout document délivré par un organisme agréé pour le matériel présentant des risques éventuels pour les porteurs de projet;

8^o un projet de budget détaillé pour l'année civile suivant l'exercice en cours ou un projet de budget détaillé pour l'année civile en cours si l'agrément est demandé dans le premier trimestre de la dite année et un plan financier portant sur les trois années à venir;

9^o l'engagement de conclure une convention partenariale avec le FOREm telle que visée à l'article 5, § 1^{er}, 9^o, du décret, dont le modèle est défini par le Ministre;

10^o l'engagement de conclure avec les porteurs de projet une convention qui définit les objectifs à atteindre dans un plan d'actions au sein de la S.A.A.C.E. et dont le modèle est arrêté par le Ministre;

11^o les engagements visés à l'article 5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 5^o à 7^o et 10^o, du décret.

Par comptabilité analytique au sens de l'article 5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 10^o, b), du décret, on entend une comptabilité conforme à l'article 4 de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité des entreprises.

Art. 3. Dans un délai de quinze jours à dater de la réception de la demande d'agrément, l'Administration adresse à l'organisme requérant, soit un accusé de réception mentionnant que le dossier est complet, soit un avis l'invitant à compléter ce dossier.

Dans ce dernier cas, dès que l'Administration reçoit les documents manquants, elle en accuse réception auprès de l'organisme requérant.

Dès qu'elle dispose d'un dossier complet, l'Administration le transmet pour avis à l'Agence de stimulation économique, en abrégé "A.S.E.", visée à l'article 1^{er}, § 1^{er}, du décret - programme du 23 février 2006 relatif aux actions prioritaires pour l'Avenir wallon.

L'A.S.E. remet son avis à l'Administration dans un délai de trente jours à dater de la réception de la demande de l'Administration. Ce délai est suspendu pendant les mois de juillet et d'août. A défaut, l'avis n'est plus requis.

Dès réception de l'avis de l'A.S.E., l'Administration transmet le dossier au Ministre. Dans le cas où le dossier d'agrément est favorable, il spécifie le nombre de places autorisé, les types d'accompagnement proposés ainsi que la catégorie d'agrément, selon des modalités déterminées par le Ministre, en fonction du nombre de porteurs de projets pouvant être accompagnés annuellement par la S.A.A.C.E.

Art. 4. Le Ministre se prononce au plus tard dans un délai de trente jours à dater de la réception du dossier transmis par l'Administration. Ce délai est suspendu pendant les mois de juillet et d'août.

L'Administration notifie, par lettre recommandée, la décision ministérielle à l'organisme requérant dans un délai de quinze jours, à dater de la réception de la décision du Ministre. Si la décision ministérielle est favorable, elle précise la portée de l'agrément octroyé, à savoir le type d'accompagnement autorisé et la catégorie pour laquelle l'agrément est octroyé

L'Administration communique également, par simple courrier, copie de cette décision à l'A.S.E.

Art. 5. La demande de renouvellement de l'agrément est introduite auprès de l'Administration selon les modalités visées à l'article 2 et au plus tôt huit mois et au plus tard six mois avant l'expiration de l'agrément en cours. Elle est accompagnée d'un dossier comportant les modifications apportées au dossier visé à l'article 2, alinéa 2.

La procédure d'instruction, d'avis et de décision est la même que celle visée aux articles 3 et 4.

La demande d'agrément d'une augmentation de la capacité maximale d'accueil est introduite à l'Administration, qui en accuse réception, soit par lettre recommandée, soit par voie électronique au plus tard le 31 décembre. La procédure d'instruction, d'avis et de décision est la même que celle visée aux articles 3 et 4. Néanmoins, la décision d'augmentation de la capacité maximale d'accueil est, en cas de décision favorable, prise avec effet rétroactif au 1^{er} janvier de l'année qui suit la demande.

Art. 6. Dans un délai de trente jours à dater de la notification de la décision statuant sur la demande d'octroi ou de renouvellement de l'agrément ou sur la demande d'agrément d'une augmentation de la capacité maximale d'accueil, la S.A.A.C.E. peut introduire, par lettre recommandée, un recours motivé auprès du Ministre. Ce recours n'a pas d'effet suspensif.

L'Administration accuse réception dans les quinze jours, instruit le dossier et, ensuite, le transmet, dans un délai de trente jours à dater de la réception du recours, à l'A.S.E. pour avis.

Les représentants de la S.A.A.C.E. sont entendus par l'A.S.E.

Dans les trente jours suivant l'audition, l'A.S.E. remet son avis motivé à l'Administration.

Dès réception de l'avis de l'A.S.E., l'Administration transmet le dossier au Ministre.

Le Ministre statue sur le recours dans un délai d'un mois à dater de la réception de l'avis de l'A.S.E. et du dossier de l'Administration. Ce délai est suspendu pendant les mois de juillet et d'août.

L'Administration notifie par envoi recommandé au requérant la décision du Ministre et adresse une copie de celle-ci, pour information à l'A.S.E., dans les quinze jours de la réception de la décision du Ministre.

Art. 7. Suite à une évaluation négative de l'Administration ou lorsque la S.A.A.C.E. agréée cesse de remplir les conditions édictées par ou en vertu du décret, le Ministre peut, après réception du dossier transmis par l'Administration, suspendre ou retirer l'agrément d'une S.A.A.C.E. Une décision de suspension de l'agrément n'est pas un préalable nécessaire à une décision de retrait de l'agrément.

L'agrément ne peut être suspendu pour une durée excédant cent quatre-vingts jours.

Passé ce délai, le Ministre retire l'agrément si l'organisme n'a pas satisfait aux motifs de la suspension.

Dans un délai de trente jours à dater de la notification de la décision prononçant la suspension ou le retrait de l'agrément, la S.A.A.C.E. peut introduire, par lettre recommandée, un recours motivé auprès du Ministre. Ce recours a un effet suspensif.

L'Administration accuse réception dans les quinze jours, instruit le dossier et, ensuite, le transmet, dans un délai de trente jours à dater de la réception du recours, à l'A.S.E. pour avis.

Les représentants de la S.A.A.C.E. sont entendus par l'A.S.E.

Dans les trente jours suivant l'audition, l'A.S.E. remet son avis motivé à l'Administration.

Dès réception de l'avis de l'A.S.E., l'Administration transmet le dossier au Ministre.

Le Ministre statue sur le recours dans un délai d'un mois à dater de la réception de l'avis de l'A.S.E. et du dossier de l'Administration. Ce délai est suspendu pendant les mois de juillet et d'août.

L'Administration notifie par envoi recommandé au requérant la décision du Ministre et adresse une copie de celle-ci, pour information à l'A.S.E., dans les quinze jours de la réception de la décision du Ministre.

CHAPITRE III. — *Processus d'accompagnement des porteurs de projet*

Art. 8. La S.A.A.C.E. agréée sélectionne les candidats porteurs de projets en se basant sur les critères suivants :

1° l'idée de projet de création d'entreprise doit être définie;

2° le candidat doit démontrer la volonté de s'inscrire durablement dans le projet et d'être accompagné;

3° les dispositions de la convention visée à l'article 2, alinéa 1^{er}, 10° fixant les droits et obligations du candidat.

Le Ministre peut préciser les critères visés à l'alinéa 1^{er}.

Art. 9. Le Ministre approuve le règlement d'ordre intérieur du Comité de validation de la S.A.A.C.E. agréée.

Art. 10. Les experts du comité de validation doivent détenir une expérience utile de minimum trois ans dans le domaine de la gestion d'entreprise ou détenir des qualifications dans un des domaines suivants : gestion, management, marketing, droit. Le Ministre peut préciser ces conditions.

Un forfait de 0 à 50 euros par réunion effective, plafonné à 200 euros par année, est octroyé par la S.A.A.C.E. à chaque expert.

Art. 11. La S.A.A.C.E. pourra prélever 10 % maximum sur les recettes des activités H.T.V.A. développées par le porteur de projet lors d'une mise en situation réelle.

CHAPITRE IV. — *Modalités d'octroi, de liquidation et de contrôle des subventions*

Art. 12. La subvention visée à l'article 6, § 1^{er}, alinéa 2, 1°, du décret s'élève à un montant de 45.000 euros. Elle est octroyée et versée dès l'agrément selon les modalités déterminées par le Ministre.

Le montant variable de subvention visé à l'article 6, § 1^{er}, alinéa 2, 2°, du décret est fixé comme suit :

1° un montant de 3.500 euros sur base annuelle calculé proportionnellement au nombre de mois pendant lequel le porteur de projet a fait l'objet d'actions d'accompagnement qui recouvrent uniquement des actions de conseil et de suivi sans mise en situation réelle ainsi que par rapport à la capacité maximale d'accueil;

2° un montant de 5.500 euros sur base annuelle calculé proportionnellement au nombre de mois pendant lequel le porteur de projet a fait l'objet d'actions d'accompagnement qui recouvrent des actions de conseil et de suivi ainsi qu'une mise en situation réelle ainsi que par rapport à la capacité maximale d'accueil.

Les modalités de calcul des montants variables et de liquidation sont déterminées par le Ministre.

Les montants variables susmentionnés sont cumulables pour un même porteur de projet.

Les montants de subvention visés à l'article 6, § 1^{er}, alinéa 2, 2^o, du décret sont majorés d'un montant annuel de € 500 multiplié par le nombre de demandeurs d'emploi inoccupés de plus de vingt-quatre mois ou ne possédant pas un certificat de l'Enseignement secondaire supérieur effectivement accompagnés à condition que ce nombre de porteurs de projet soit au minimum de 15 % du nombre total de porteurs de projet ayant fait l'objet d'un accompagnement de la S.A.A.C.E.

La liquidation de cette subvention majorée s'effectue sur base du contrôle exécuté, selon les modalités déterminées par le Ministre, par l'Administration et au plus tard le 31 mars de l'année qui suit l'année de référence.

CHAPITRE V. — Modalités d'évaluation

Art. 13. L'Administration vérifie la réalisation par la S.A.A.C.E. agréée des objectifs et missions visés à l'article 5 du décret, en fonction des critères suivants :

1^o les critères quantitatifs, à savoir :

- a) le nombre de porteurs de projet accompagnés, par an et son évolution sur la durée de l'agrément;
- b) le nombre de porteurs de projet ayant accédé au statut d'entrepreneur à l'issue de leur accompagnement;
- c) le nombre de porteurs de projet ayant trouvé un emploi de salarié à l'issue de leur accompagnement pour autant qu'un nombre suffisamment élevé de porteurs de projet ont accédé au statut d'entrepreneur;
- d) le nombre de porteurs de projet réorientés au début ou en cours de projet;
- e) le taux de réussite des projets entrepris dans la S.A.A.C.E. sur la durée de l'agrément;
- f) le nombre de porteurs de projets suivi en post création;
- g) le nombre de projets ayant abouti à une activité réelle et viable sur une période de trente-six mois.

2^o les critères qualitatifs, à savoir :

- a) l'adaptation du programme d'accompagnement au besoin du porteur de projet;
- b) le type d'accompagnement, à savoir : avec ou sans mise en situation du porteur de projet;
- c) les partenariats conventionnés et non conventionnés en fonction des besoins des porteurs de projet;
- d) l'adéquation des moyens matériels et humains mis en œuvre;
- e) la qualification et l'expérience professionnelle des accompagnateurs et des travailleurs en charge du soutien des porteurs de projet;

3^o les facteurs liés à l'environnement socio-économique auxquels la S.A.A.C.E. démontrera qu'elle s'adapte, à savoir :

- a) l'évolution du marché du travail, l'apparition de nouveaux métiers et de nouvelles technologies;
- b) l'évolution de la législation sociale et fiscale;
- c) les facteurs liés à la diversité du public et au développement durable;

4^o les indices de satisfaction suivants :

- a) la participation des porteurs de projet;
- b) par sondage, les enquêtes de satisfaction réalisées par la S.A.A.C.E. auprès des porteurs de projet et des partenaires de celle-ci.

Le rapport d'activité annuel se basant sur les critères précédents, dont le modèle est arrêté par le Ministre, est introduit par l'organisme agréé auprès de l'Administration au plus tard le 31 janvier de l'année qui suit l'année sur laquelle porte le rapport, soit par lettre recommandée, soit par voie électronique. L'Administration accuse réception de ce rapport.

L'Administration transmet avant la vérification visée à l'alinéa 1^{er}, le dossier pour avis à l'A.S.E. Celle-ci remet son avis à l'Administration dans un délai de trente jours à dater de la réception du dossier. A défaut d'avoir remis son avis dans le délai précité, son avis n'est plus requis.

Le Ministre peut, en cas d'évaluation insatisfaisante ou en cas de volume d'activité inférieur au volume d'activité agréé, réduire pour l'avenir les montants de subvention octroyés.

CHAPITRE VI. — Dispositions finales et transitoires

Art. 14. Conformément à l'article 10 du décret, les organismes qui ont bénéficié, au cours de l'année antérieure à celle de l'entrée en vigueur du décret, de subventions dans le cadre de projets pilotes et dont l'activité entraîne, au moment de leur agrément un dépassement du plafond fixé à l'article 6 § 1^{er}, alinéa 2, du décret, peuvent bénéficier du même niveau de subvention jusqu'au 31 décembre 2010.

Art. 15. Le décret et le présent arrêté entrent en vigueur le 1^{er} mai 2009 à l'exception des articles 6 du décret et 11 du présent arrêté qui n'entrent en vigueur que le 1^{er} janvier 2010.

Art. 16. Le Ministre de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 23 avril 2009.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Economie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,
J.-C. MARCOURT

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 1683

[2009/202102]

23 APRIL 2009. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 15 juli 2008 betreffende de "structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi" (begeleidingsstructuren voor zelftewerksstelling), afgekort: "S.A.A.C.E."

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 15 juli 2008 betreffende de "structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi", afgekort "S.A.A.C.E.", inzonderheid op de artikelen 2 tot 8 en 10 en 11;

Gelet op het advies van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest), gegeven op 22 december 2008;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 30 oktober 2008;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 6 november 2008;

Gelet op het advies nr. 46.190/2 van de Raad van State, gegeven op 7 april 2009, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Economie, Tewerksstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1^o "decreet" : het decreet van 15 juli 2008 betreffende de "structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi", afgekort : "S.A.A.C.E.";

2^o "S.A.A.C.E." : de "structure d'accompagnement à l'autocréation d'emploi" bedoeld in artikel 1, 1^o, van het decreet;

3. "activiteitencoöperatieve" : de structuur bedoeld in artikel 1, 5^o, van het decreet;

4. "couveuse d'entreprise" : de structuur bedoeld in artikel 1, 6^o, van het decreet;

5^o "projectdragers" : de personen bedoeld in artikel 1, 2^o, van het decreet;

6^o "Minister" : de Minister die voor Tewerksstelling bevoegd is;

7^o "Administratie" : de Directie Tewerksstelling van het Departement Tewerksstelling en Beroepsopleiding van het Operationele Directoraat-generaal Economie, Tewerksstelling en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst;

8^o "FOREm" : de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling).

HOOFDSTUK II. — *Procedures tot toekenning, weigering, hernieuwing, opschorting of intrekking van de erkenning en beroepsprocedures*

Art. 2. De erkenningsaanvraag, waarvan het model door de Minister wordt bepaald, wordt door de verzoekende instelling aan de Administratie gericht, hetzij bij aangetekend schrijven, hetzij langs de elektronische weg.

Die erkenningsaanvraag gaat vergezeld van een dossier met :

1^o de statuten van de verzoekende instelling die, al naar gelang van het geval, één van de in artikel 5, § 1, eerste lid, 1^o, van het decreet aanneemt;

2^o een kwantitatieve en kwalitatieve omschrijving van de activiteiten die de begeleidingsstructuur voert of van plan is te voeren, alsook een omschrijving van de aangenomen methodologie;

3^o een maandelijks gemiddelde van het aantal effectieve opvolgingsuren per projectdrager, waarbij dat aantal uren per type begeleiding onderscheiden wordt al naar gelang bij de begeleiding al dan niet voorzien wordt in een fase waarin men in een reële werksituatie geplaatst wordt;

4^o een beschrijving van de materiële en menselijke middelen die tot stand gebracht worden voor de begeleiding van de projectdragers, met inbegrip van de middelen voorzien om de projectdragers desgevallend in een reële werksituatie te plaatsen;

5^o een lijst van het personeel dat zal instaan voor de begeleiding van de projectdragers met, voor elk van de leden, de kwalificaties, beroepservaringen en functies binnen de verzoekende instelling;

6^o de onthaalcapaciteit, uitgedrukt in aantal jaarlijkse plaatsen;

7^o het afschrift van het inspectieverslag of van de aanvraag om inspectie van de lokalen door de brandweerdienst, alsook elk document afgegeven door een erkende instelling voor het materieel waarvan het gebruik eventuele risico's inhoudt;

8^o een uitvoerig begrotingsontwerp voor het kalenderjaar na het lopende boekjaar of een uitvoerig begrotingsontwerp voor het lopende kalenderjaar indien de erkenning gevraagd wordt in de loop van het eerste kwartaal van dat jaar en een financieel plan voor de drie komende jaren;

9^o de verbintenis waarbij een partnersovereenkomst wordt gesloten met de FOREm zoals bedoeld in artikel 5, § 1, 9^o, van het decreet, waarvan het model door de Minister bepaald wordt;

10^o de verbintenis waarbij met de projectdragers een overeenkomst wordt gesloten die voorziet in de doelstellingen die in een actieplan binnen de "S.A.A.C.E." gehaald moeten worden en waarvan het model door de Minister bepaald wordt;

11^o de verbintenissen bedoeld in artikel 5, § 1, eerste lid, 5^o tot 7^o en 10, van het decreet.

Onder analytische boekhouding in de zin van artikel 5, § 1, eerste lid, 10^o, b), van het decreet wordt verstaan een boekhouding conform artikel 4 van de wet van 17 juli 1975 op de boekhouding van de ondernemingen.

Art. 3. Binnen vijftien dagen na ontvangst van de erkenningsaanvraag stuurt de administratie naar de verzoekende instelling hetzij een bericht van ontvangst met de melding dat het dossier volledig is, hetzij een bericht waarbij de instelling erom verzocht wordt het dossier aan te vullen.

In het tweede geval stuurt de Administratie een bericht van ontvangst naar de verzoekende instelling zodra zij de ontbrekende stukken ontvangen heeft.

Zodra de Administratie over het volledige dossier beschikt, legt ze het voor advies over aan het "Agence de stimulation économique" (Agentschap voor economische stimulering), afgekort "A.S.E.", zoals bedoeld in artikel 1, § 1, van het programmadecreet van 23 februari 2006 betreffende de prioritaire acties voor de Toekomst van Wallonië.

Het "A.S.E." geeft advies aan de Administratie binnen een termijn van dertig dagen, die ingaat op de datum van ontvangst van de aanvraag door de Administratie. Deze termijn wordt tijdens de maanden juli en augustus opgeschort. Zoniet wordt het advies niet meer vereist.

Zodra de Administratie het advies van het "A.S.E." ontvangt, legt ze het dossier aan de Minister over. Indien het erkenningsdossier gunstig is, specificeert het het toegelaten aantal plaatsen, de voorgestelde types begeleiding, alsook de erkenningscategorie, volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten, naar gelang van het aantal projectdragers die jaarlijks door de "S.A.A.C.E." begeleid kunnen worden.

Art. 4. De Minister beslist uiterlijk binnen een termijn van dertig dagen, die ingaat op de datum van ontvangst van het door de Administratie overgemaakte dossier. Die termijn wordt tijdens de maanden juli en augustus opgeschort.

De Administratie geeft de verzoekende instelling bij aangetekend schrijven kennis van de ministeriële beslissing binnen een termijn van vijftien dagen, te rekenen van de datum van ontvangst van de beslissing van de Minister. Indien de ministeriële beslissing gunstig is, vermeldt ze de draagwijdte van de toegekende erkenning, met name het type toegelaten begeleiding en de categorie waarvoor de erkenning toegekend wordt.

De Administratie maakt ook, per gewone post, een afschrift van die beslissing aan het "A.S.E." over.

Art. 5. De aanvraag tot hernieuwing van de erkenning wordt ten vroegste acht maanden en uiterlijk zes maanden vóór de vervaldatum van de lopende erkenning aan de Administratie gericht volgens de modaliteiten bedoeld in artikel 2. Ze gaat vergezeld van een dossier met de wijzigingen die aangebracht zijn in het dossier bedoeld in artikel 2, tweede lid.

De onderzoeks-, advies- en beslissingsprocedure is dezelfde als die bedoeld in de artikelen 3 en 4.

De aanvraag tot erkenning van een verhoging van de maximale onthaalcapaciteit wordt uiterlijk 31 december ingediend bij de Administratie, die ontvangst bericht, hetzij bij aangetekend schrijven, hetzij langs de elektronische weg. De onderzoeks-, advies- en beslissingsprocedure is dezelfde als die bedoeld in de artikelen 3 en 4. In geval van ongunstige beslissing wordt de beslissing tot verhoging van de maximale onthaalcapaciteit evenwel genomen met terugwerkende kracht op 1 januari van het jaar dat volgt op de datum van de aanvraag.

Art. 6. Binnen een termijn van dertig dagen, te rekenen van de datum van kennisgeving van de beslissing waarbij uitspraak wordt gedaan over de aanvraag tot toekenning of tot hernieuwing van de erkenning van een verhoging van de maximale onthaalcapaciteit, kan de "S.A.A.C.E." bij aangetekend schrijven een gemotiveerd beroep aan de Minister richten. Dat beroep is niet opschortend.

De Minister bericht ontvangst binnen vijftien dagen, onderzoekt het dossier en maakt het vervolgens voor advies aan het "A.S.E." over binnen een termijn van dertig dagen, die ingaat op de datum van ontvangst van het beroep.

De vertegenwoordigers van de "S.A.A.C.E." worden door het "A.S.E." gehoord.

Het "A.S.E." brengt zijn gemotiveerd advies aan de Administratie uit binnen dertig dagen na het verhoor.

Zodra de Administratie het advies van het "A.S.E." ontvangt, legt ze het dossier aan de Minister over.

De Minister beslist over het beroep binnen een termijn van één maand, die ingaat op de datum van ontvangst van het advies van het "A.S.E." en van het dossier van de Administratie. Deze termijn wordt tijdens de maanden juli en augustus opgeschort.

De Administratie geeft de verzoeker bij aangetekend schrijven kennis van de beslissing van de Minister en stuurt ter informatie een afschrift hiervan aan het "A.S.E." binnen vijftien dagen na ontvangst van de beslissing van de Minister.

Art. 7. Ingevolge een negatieve evaluatie van de Administratie of wanneer de erkende "S.A.A.C.E." niet meer voldoet aan de bij of krachtens dit decreet afgekondigde voorwaarden, kan de Minister, na ontvangst van het door de Administratie overgemaakte dossier, de erkenning van een "S.A.A.C.E." opschorten of intrekken. Een beslissing tot intrekking van de erkenning moet niet noodzakelijk voorafgegaan worden door een beslissing tot opschorting ervan.

De erkenning mag niet langer dan honderd tachtig dagen opgeschort worden.

Na afloop van die termijn wordt de erkenning door de Minister ingetrokken indien de instelling niet voldoet aan de motieven van de opschorting.

Binnen een termijn van dertig dagen, met ingang van de datum van kennisgeving van de beslissing waarbij uitspraak wordt gedaan over de opschorting of de intrekking van de erkenning, kan de "S.A.A.C.E." bij aangetekend schrijven een beroep bij de Minister indienen. Dat beroep is opschortend.

De Minister bericht ontvangst binnen vijftien dagen, onderzoekt het dossier en maakt het vervolgens voor advies aan het "A.S.E." over binnen een termijn van dertig dagen, die ingaat op de datum van ontvangst van het beroep.

De vertegenwoordigers van de "S.A.A.C.E." worden door het "A.S.E." gehoord.

Het "A.S.E." brengt zijn gemotiveerd advies aan de Administratie uit binnen dertig dagen na het verhoor.

Zodra de Administratie het advies van het "A.S.E." ontvangt, legt ze het dossier aan de Minister over.

De Minister beslist over het beroep binnen een termijn van één maand, die ingaat op de datum van ontvangst van het advies van het "A.S.E." en van het dossier van de Administratie. Deze termijn wordt tijdens de maanden juli en augustus opgeschort.

De Administratie geeft de verzoeker bij aangetekend schrijven kennis van de beslissing van de Minister en stuurt ter informatie een afschrift hiervan aan het "A.S.E." binnen vijftien dagen na ontvangst van de beslissing van de Minister.

HOOFDSTUK III. — *Proces van begeleiding van de projectdragers*

Art. 8. De erkende "S.A.A.C.E." selecteert de kandidaten-projectdragers op basis van de volgende criteria :

- 1° het begrip bedrijfscreatieproject moet gedefinieerd worden;
- 2° de kandidaat wil op duurzame wijze in het project opgenomen worden en begeleid worden;
- 3° de bepalingen van de overeenkomst bedoeld in artikel 2, eerste lid, 10°, waarin de rechten en plichten van de kandidaat vastliggen.

De criteria bedoeld in het eerste lid kunnen nader bepaald worden door de Minister.

Art. 9. Het huishoudelijk reglement van het valideringscomité van de erkende "S.A.A.C.E." wordt goedgekeurd door de Minister.

Art. 10. De deskundigen van het valideringscomité hebben minimum drie jaar nuttige ervaring inzake bedrijfsbeheer of beschikken over kwalificaties in één van de volgende domeinen : beheer, management, marketing, recht. Die voorwaarden kunnen nader bepaald worden door de Minister.

De "S.A.A.C.E." verleent aan elke deskundige een forfaitair bedrag van 0 à 50 euro per vergadering die hij bijwoont. Dat bedrag is niet hoger dan 200 euro per jaar.

Art. 11. De "S.A.A.C.E." mag maximum 10 % heffen op de ontvangsten van de activiteiten (excl. BTW) ontwikkeld door de projectdrager bij het plaatsen in een reële situatie.

HOOFDSTUK IV. — *Modaliteiten betreffende de toekenning en de betaling van de subsidies en de controle erop*

Art. 12. De subsidie bedoeld in artikel 6, § 1, tweede lid, 1°, van het decreet bedraagt 45.000 euro. Ze wordt volgens de door de Minister bepaalde modaliteiten toegekend en betaald zodra de erkenning verleend is.

Het variabele subsidiebedrag bedoeld in artikel 6, § 1, tweede lid, 2°, van het decreet wordt bepaald als volgt :

1° een bedrag van 3.500 euro op jaarbasis berekend naar rato het aantal maanden waarin de projectdrager het voorwerp is geweest van begeleidingsacties die uitsluitend betrekking hebben op advies- en opvolgingsacties zonder plaatsing in een reële situatie, alsook t.o.v. de maximale onthaalcapaciteit;

2° een bedrag van 5.500 euro op jaarbasis berekend naar rato het aantal maanden waarin de projectdrager het voorwerp is geweest van begeleidingsacties die betrekking hebben op advies- en opvolgingsacties en plaatsing in een reële situatie, alsook t.o.v. de maximale onthaalcapaciteit.

De modaliteiten voor de berekening van de variabele bedragen en voor de betaling worden door de Minister bepaald.

Bovenbedoelde variabele bedragen mogen gecumuleerd worden voor dezelfde projectdrager.

De subsidiebedragen bedoeld in artikel 6, § 1, tweede lid, 2°, van het decreet worden verhoogd met een jaarlijks bedrag van € 500, vermenigvuldigd met het aantal effectief begeleide werkzoekenden die sinds meer dan vierentwintig maanden werkloos zijn of die niet in het bezit zijn van een getuigschrift van het hoger secundair onderwijs voor zover dat aantal projectdragers gelijk is aan minimum 15 % van het totaal aantal projectdragers die het voorwerp van een begeleiding van de "S.A.A.C.E." hebben uitgemaakt.

Die verhoogde subsidie wordt op basis van de uitgevoerde controle volgens de door de Minister bepaalde modaliteiten door de Administratie betaald uiterlijk 31 maart van het jaar na het referentiejaar.

HOOFDSTUK V. — *Evaluatiemodaliteiten*

Art. 13. De Administratie gaat na of de erkende "S.A.A.C.E." de in artikel 5 van het decreet bedoelde doelstellingen en opdrachten uitvoert op basis van de volgende criteria :

1° kwantitatieve criteria, namelijk :

- a) het aantal begeleide projectdragers, per jaar, en de evolutie ervan tijdens de looptijd van de erkenning;
- b) het aantal begeleide projectdragers die na afloop van hun begeleiding toegang tot het statuut van ondernemer hebben gekregen;
- c) het aantal begeleide projectdragers die na hun begeleiding een bezoldigde baan hebben gevonden voor zover een voldoende aantal projectdragers toegang tot het statuut van ondernemer hebben gekregen;
- d) het aantal projectdragers die heroriënteerd worden aan het begin of in de loop van het project;
- e) het percentage geslaagde projecten die tijdens de looptijd van de erkenning binnen de "S.A.A.C.E." ondernomen werden;
- f) het aantal projectdragers opgevolgd in postcreatie;
- g) het aantal projecten die geleid hebben tot een reële activiteit die levensvatbaar is over een periode van zesendertig maanden;

2° kwalitatieve criteria, namelijk :

- a) de aanpassing van het begeleidingsprogramma aan de behoefte van de projectdrager;
- b) het type begeleiding : waarbij de projectdrager al dan niet in een reële situatie geplaatst wordt;
- c) de geconventioneerde en de niet-geconventioneerde partnerschappen, al naar gelang van de behoeften van de projectdragers;
- e) het afstemmen van de materiële middelen op de menselijke middelen;
- e) de kwalificatie en de beroepservaring van de begeleiders en van de werknemers belast met de ondersteuning van de projectdragers;

3° de factoren i.v.m de socio-economische omgeving, waarbij de "S.A.A.C.E." zal bewijzen dat ze zich daaraan aanpast, namelijk :

- a) de evolutie van de arbeidsmarkt, de opkomst van nieuwe beroepen en van nieuwe technologieën;
- b) de evolutie van de sociale en fiscale wetgeving;
- c) de factoren i.v.m de diversiteit van het publiek en de duurzame ontwikkeling;

4° de volgende voldoeningstekens :

- a) de deelname van de projectdragers;
- b) per peiling, de voldoeningsonderzoeken verricht door de "S.A.A.C.E." bij de projectdragers en hun partners

Het jaarlijkse activiteitenrapport, dat op basis van genoemde criteria opgemaakt wordt en waarvan het model door de Minister bepaald wordt, wordt door de erkende instelling bij de Administratie ingediend uiterlijk 31 januari van het jaar na het jaar waarop het betrekking heeft, hetzij bij aangetekend schrijven, hetzij langs de elektronische weg. De Administratie bericht ontvangst van dat rapport.

De Administratie maakt het dossier voor advies aan het "A.S.E." over vóór de verificatie bedoeld in het eerste lid. Het "A.S.E." geeft advies aan de Administratie binnen een termijn van dertig dagen, die ingaat op de datum van ontvangst van het dossier. Indien het advies niet binnen genoemde termijn gegeven wordt, wordt het niet meer vereist.

In geval van onvoldoende evaluatie of indien het activiteitenvolume kleiner is dan het erkende activiteitenvolume, kan de Minister de toegekende subsidiebedragen in de toekomst verminderen.

HOOFDSTUK VI. — *Slot- en overgangsbepalingen*

Art. 14. Overeenkomstig artikel 10 van het decreet, kunnen de instellingen die in de loop van het jaar dat aan het jaar van inwerkingtreding van het decreet voorafgaat subsidies ontvangen hebben in het raam van proefprojecten en waarvan de activiteit op het moment van hun erkenning aanleiding geeft tot een overschrijding van het maximumbedrag bedoeld in artikel 6 § 1, tweede lid, van het decreet, hetzelfde subsidieniveau blijven genieten tot 31 december 2010.

Art. 15. Het decreet en dit besluit treden in werking op 1 mei 2009, met uitzondering van artikel 6 van het decreet en van artikel 11 van dit besluit, die pas op 1 januari 2009 in werking treden.

Art. 16. De Minister van Tewerkstelling is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 23 april 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,
J.-C. MARCOURT

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[S - C - 2009/00275]

Personnel. — Nominations

Par arrêté royal du 8 mars 2009, M. Mikaël Andrejuk est nommé en qualité d'agent de l'Etat dans la classe A1 au Service public fédéral Intérieur, Services centraux, cadre linguistique français, à partir du 1^{er} novembre 2008.

Par arrêté royal du 8 mars 2009, M. Christophe Antoine est nommé en qualité d'agent de l'Etat dans la classe A1 au Service public fédéral Intérieur, Services centraux, cadre linguistique français, à partir du 1^{er} novembre 2008.

Par arrêté royal du 8 mars 2009, M. Frédéric Carlier est nommé en qualité d'agent de l'Etat dans la classe A1 au Service public fédéral Intérieur, Services centraux, cadre linguistique français, à partir du 1^{er} novembre 2008.

Par arrêté royal du 8 mars 2009, M. Grégory Charpentier est nommé en qualité d'agent de l'Etat dans la classe A1 au Service public fédéral Intérieur, Services centraux, cadre linguistique français, à partir du 1^{er} novembre 2008.

Par arrêté royal du 8 mars 2009, M. Fabian Crochet est nommé en qualité d'agent de l'Etat dans la classe A1 au Service public fédéral Intérieur, Services centraux, cadre linguistique français, à partir du 1^{er} novembre 2008.

Par arrêté royal du 8 mars 2009, M. Cédric Dartois est nommé en qualité d'agent de l'Etat dans la classe A1 au Service public fédéral Intérieur, Services centraux, cadre linguistique français, à partir du 1^{er} novembre 2008.

Par arrêté royal du 8 mars 2009, M. Laszlo Dominkovits est nommé en qualité d'agent de l'Etat dans la classe A1 au Service public fédéral Intérieur, Services centraux, cadre linguistique français, à partir du 1^{er} novembre 2008.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[S - C - 2009/00275]

Personeel. — Benoemingen

Bij koninklijk besluit van 8 maart 2009 wordt de heer Mikaël Andrejuk benoemd tot rijksambtenaar in klasse A1 bij de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken, Centrale Diensten, Franstalig kader, met ingang van 1 november 2008.

Bij koninklijk besluit van 8 maart 2009 wordt de heer Christophe Antoine benoemd tot rijksambtenaar in klasse A1 bij de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken, Centrale Diensten, Franstalig kader, met ingang van 1 november 2008.

Bij koninklijk besluit van 8 maart 2009 wordt de heer Frédéric Carlier benoemd tot rijksambtenaar in klasse A1 bij de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken, Centrale Diensten, Franstalig kader, met ingang van 1 november 2008.

Bij koninklijk besluit van 8 maart 2009 wordt de heer Grégory Charpentier benoemd tot rijksambtenaar in klasse A1 bij de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken, Centrale Diensten, Franstalig kader, met ingang van 1 november 2008.

Bij koninklijk besluit van 8 maart 2009 wordt de heer Fabian Crochet benoemd tot rijksambtenaar in klasse A1 bij de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken, Centrale Diensten, Franstalig kader, met ingang van 1 november 2008.

Bij koninklijk besluit van 8 maart 2009 wordt de heer Cédric Dartois benoemd tot rijksambtenaar in klasse A1 bij de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken, Centrale Diensten, Franstalig kader, met ingang van 1 november 2008.

Bij koninklijk besluit van 8 maart 2009 wordt de heer Laszlo Dominkovits benoemd tot rijksambtenaar in klasse A1 bij de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken, Centrale Diensten, Franstalig kader, met ingang van 1 november 2008.